la lettre anticapitaliste

NPA NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE RENNES

N° 12– nov. 2015

Le NPA Bretagne et les élections régionales

Le NPA de Bretagne était et demeure favorable à une liste régionale anticapitaliste, unitaire et large contre les politiques d'austérité, antidémocratique et guerrière conduites par le gouvernement Hollande/Valls et ses alliés dont Le Drian sera représentant patenté à ces élections. C'est la raison pour laquelle, le NPA a répondu positivement dès le printemps 2015 à toutes les propositions d'échanges et de discussions.

Les contacts et les discussions avec le Front de Gauche et ses divers courants, plus soucieux d'un accord (avorté) avec EELV qu'un vrai débat avec le NPA, ont tourné courts, en raison de son refus de se prononcer clairement contre toute alliance avec le PS au second tour au nom d'une hypothétique « nouvelle majorité de gauche pour faire barrage au retour de la droite ». Le Rassemblement Citoyen en Bretagne a été rapidement sabordé par une fraction du Parti de Gauche qui l'avait initié.

Nous avions bon espoir et étions déterminés pour que nos discussions avec les camarades de Breizhistance (gauche bretonne indépendantiste) aboutissent, nonobstant les difficultés organisationnelles, financières et médiatiques qui discriminent les listes non-inscrites dans la rubrique « grands partis institutionnels ». Dans l'esprit de contestation des institutions et du système capitaliste, nous nous prononçons pour une région Bretagne à cinq départements avec la Loire Atlantique.

Mais, malgré les combats menées en commun, des divergences fortes sont apparues quant au sens et au profil politique de la campagne des régionales. Les références indispensables au contexte national et à la situation internationale à mettre en avant de notre point de vue, n'ont pu faire accord. Dans ces conditions, il devenait **impossible d'aboutir à une expression commune homogène et à un accord politique avec Breizhistance**. Nous le regrettons.

Le NPA ne présentera donc pas de liste aux élections régionales de décembre.

Pour autant, en Bretagne comme ailleurs, il développera ses propositions alternatives et ses réponses autour des luttes contre l'austérité, des combats contre la répression ouvrière, contre le racisme et la xénophobie mais aussi contre l'institution Européenne et ses traités austéritaires et antidémocratiques. Il contribuera partout à mettre en œuvre une politique de résistance aux offensives gouvernementale et patronale contre les salariés, les retraités, la jeunesse. Nous insisterons particulièrement dans les semaines à venir sur les luttes contre les grands projets inutiles (NDDL) et la participation à un grand mouvement populaire pour chauffer la lutte et non le climat sans rien attendre de la COP 21.

20/10/2015

Réunion avec Christine Poupin : Dans les luttes, ça va chauffer !

Le jeudi 8 octobre, le comité rennais du NPA a tenu une réunion publique sur le thème du climat avec Christine Poupin. Une cinquantaine d'intéresséEs, dont beaucoup d'acteurs et d'actrices du mouvement social rennais, étaient présentEs pour parler d'**écologie et d'anticapitalisme** dans une atmosphère dynamique et bienveillante.

Nous avons d'abord écouté Sophie du NPA Rennes présenter les enjeux des luttes écologistes dans la construction de notre lutte anticapitaliste. Puis Guillaume, un camarade de Breizhistance avec qui nous faisons équipe à l'occasion des élections régionales, est intervenu sur la nécessité de se mobiliser contre **les projets miniers en Bretagne**. Ensuite, Jeanne du NPA Rennes est revenue sur **la jonction entre l'écologie de luttes et la question des violences policières**, toujours d'actualité un an après la mort de Rémi Fraisse.

Puis Christine Poupin a donné des détails utiles à la compréhension de la crise -du crime- climatique aujourd'hui, avant de montrer que les réponses apportées aujourd'hui par les chefs d'Etats, élaborées main dans la main avec les grands groupes, ne sont absolument **pas à la hauteur des enjeux de l'urgence écologique**. **Il nous faut donc prendre les choses en main, rompre une bonne fois pour toutes avec le capitalisme, système anti-écologique par nature, et gérer par nous-mêmes la transition énergétique nécessaire à l'avenir de la vie sur Terre**.

Le débat a débouché sur les échéances de mobilisation les plus proches, dans le cadre d'un contre-sommet COP21 à Paris en décembre, sans oublier les dates de manifestations imminentes en Bretagne.

Une très belle réunion publique en résumé, qui a permis de convaincre de notre engagement anticapitaliste en faveur d'une écologie réelle et solidaire, avec plusieurs personnes intéressées pour militer à la clé !

Préfecture et mairie de Rennes : Entre racisme et xénophobie

Non, la mairie et la préfecture de Rennes ne sont pas solidaires des migrant-e-s. Oui, ce qui se passe en ce moment est extrêmement grave. Le NPA Rennes dénonce avec force le triage des « bons et des mauvais » migrants mis en place par la préfecture et la ville de Rennes.

La situation des migrants somaliens pensant trouver accueil à Rennes est intolérable. Les pouvoirs publics les abandonnent consciemment. Ils ont survécu à Rennes ces dernières années dans des conditions les plus précaires : squat, expulsion, nuit d'hôtel, campement de fortune... Ils ont affronté la dureté de vivre dehors mais également des attaques racistes lors de leur campement aux Gayeulles où la ville de Rennes a été plus que cynique en ne leur apportant pas la moindre aide puis en les expulsant sans ménagement, allant même jusqu'à leur demander des indemnités de 1500 euros au titre du campement. Leur expulsion du campement des Gayeulles avait grâce à la pression des différentes associations permit d'obtenir quelques nuits d'hôtel. Et à peine quelques jours plus tard, ils se retrouvent à la rue... Le NPA Rennes soutient leur démarche avec Un Toit c'est Un droit dans l'occupation de Carrefour 18 et s'y associe ! Les migrants somaliens doivent être logés et accueillis !

Pourquoi la situation de nos camarades somaliens avec qui nous faisons vivre notre solidarité internationaliste aux côtés des soutiens et de l'association Un Toit c'est Un Droit est pire qu'un simple abandon des pouvoirs publics et relève bien d'une logique xénophobe ? La mairie PS de Rennes fait le choix depuis plusieurs années, au lieu de répondre aux revendications de logements stables et durables demandés par les migrant-e-s et associations, de maintenir les migrant-e-s dans la précarité (nuit d'hôtel, campement de fortune...). Cette volonté ne relève pas d'un simple abandon mais d'une réelle xénophobie. Par crainte d'une arrivée d'autres étrangers (un imaginaire appel d'air) venant « profiter de largesse de la mairie », elle fait en sorte d'empêcher la stabilisation des migrant-e-s. Cruellement, cette politique du pire fonctionne et, malgré une solidarité forte mais sans assez de moyen des associations, les migrant-e-s n'ont d'autres choix que d'aller tenter leurs chances ailleurs, dont certains de nos camarades somaliens. Le parcours migratoire est un parcours dangereux (vol, tabassage, humiliation, viol, naufrage, mort d'asphyxie lors de transport routier...), pendant lequel de nombreu-x-ses migrant-e-s perdent la vie, la politique xénophobe de la ville de Rennes pousse les migrant-e-s à aller toujours plus loin en prenant plus de risques. C'est une politique criminelle qui conduit à laisser mourir les migrant-e-s autour de Calais plutôt que de les recevoir ici.

A cette xénophobie de ville s'ajoute un vrai racisme d'Etat préfectoral qui prend forme par un harcèlement systématique des migrant-e-s que le NPA Rennes dénonce au côté du Collectif de soutien aux personnes sans-papiers : la préfecture prive plusieurs mères d'enfant français de leur droit automatique au séjour ; la préfecture prive des demandeurs d'asile de leurs droits en les accusant d'avoir fraudé pour fuir leur pays ; la préfecture empêche des étranger-e-s de déposer une demande de titre de séjour en retenant leur acte de naissance ou leur passeport pendant plusieurs mois; la préfecture multiplie les procédures de réadmission et d'expulsion forcée des demandeurs d'asile vers d'autres pays européens; la préfecture organise des arrestations déloyales de demandeurs d'asile en faisant venir la police lorsque ces demandeurs se présentent à la préfecture ; certain-e-s fonctionnaires de la préfecture continuent d'insulter et de menacer les usager-e-s des services étrangers ! Mais il y a les bon-ne-s et les mauvais-e-s migrant-e-s, pour certain-e-s, l'Etat met en place des hébergements, des soutiens multiples, les autres sont abandonné-e-s, traqué-e-s, pourchassé-e-s, enfermé-e-s, expulsé-e-s... Les migrant-e-s ne s'y sont pas trompé-e-s et refusent dans leur lutte cette séparation et réclament les mêmes droits.

Assez de xénophobie, de racisme, ouvrons les frontières, régularisation de toutes les personnes sans-papiers ! Liberté de circulation et d'installation ! Le NPA Rennes s'associera à toutes les actions dénonçant la xénophobie de la mairie de Rennes et le racisme institutionnel de la préfecture. Le NPA Rennes appelle à participer aux rassemblement tous les mercredi midi à 12h devant la préfecture : « *la préfecture harcèle les migrant-e-s, harcelons la préfecture* » et appelle à faire vivre notre solidarité internationaliste avec les somaliens à Carrefour 18 !

Pour prendre contact avec le NPA à Rennes
npa.rennes@anticapitaliste-35.org
https://www.facebook.com/pages/NPA-Rennes/

RÉCIT DE VIE D'UNE MÈRE D'ENFANT FRANÇAIS
Privée de papiers par le harcèlement préfectoral

Je m'appelle Madame M. Je suiscongolaise.
Je suis arrivée en France en juin 2011, avec mes deux enfants,
Pour demander l'asile politique.

En 2013, j'ai eu une troisième enfant
avec un homme français d'origine congolaise.
Lorsque que l'enfant est née, le père l'a reconnue.
Notre fille a obtenu une carte d'identité nationale française.

En août 2014, j'ai déposé à la Préfecture de Rennes
une demande de titre de séjour en tant que mère d'enfant français.
Les associations m'avait dit: « *Vous aurez vite des papiers. C'est un droit Automatique quand on est parent d'enfant français!* ».

Mais depuis 1 an et 2 mois, je n'ai aucune réponse de la Préfecture.

J'ai envoyé 6 mails à la préfecture pour savoir où en était mon dossier.
Aucune réponse.
J'ai adressé 2 courriers recommandés avec accusé de réception
au responsable du service des étrangers.
Aucune réponse.
À 2 reprises, je me suis déplacée en personne, à la Préfecture.
Impossible d'accéder à un guichet.
À l'accueil, on m'a répondu « *Dossier en cours, il faut encore attendre.*».
Une avocate m'a dit qu'il manquait peut-être un certificat de nationalité.
Pourtant, dans les pièces à fournir pour la demande de papier,
Il est indiqué : carte d'identité française OU certificat de nationalité.
J'ai demandé à la préfecture par mail
Si c'était l'absence de ce document qui bloquait ma situation.
Aucune réponse.

Des personnes que je connais me disent qu'une enquête doit être en cours.
Je ne sais pas si c'est le cas. Je ne sais pas pourquoi.

Conséquences de ce silence de la préfecture de plus de 14 mois :
Je n'ai droit ni à un logement (je vis en squat), ni au travail.
Je vis dans la plus grande précarité avec mes trois enfants.

RENNES PALESTINE SOLIDARITE :
300 personnes dans les rues de Rennes le 17 octobre

Nous étions 300 samedi 17 octobre dans les rues de Rennes a manifesté notre solidarité avec la résistance palestinienne. Après des prises de parole dénonçant l'occupation, le blocus de Gaza, la criminalité de l'Etat d'Israel... des traces rouges ont été marquées pour montrer à quel point le sang du peuple palestinien coule dans son conflit pour sa libération. Nous avons ensuite manifesté bruyamment en scandant les slogans de solidarité avec le peuple palestinien et dénonçant la politique criminelle d'Israël et la complicité de la France ! PALESTINE VIVRA PALESTINE VAINCRA, ARRET ARRET DU BLOCUS DE GAZA !
Continuons la campagne de Boycott Désinvestissement Sanction contre l'Etat d'Israel, la lutte continue ! Solidarité internationale !

23-24-25 octobre 2015 : Week-end d'actions contre l'armement de la police ! UN VRAI HOMMAGE RESISTANT A REMI FRAISSE !

Sur le week-end, près d'un millier de personnes se sont rejoints à Pont de Buis pour dénoncer l'armement de la police et la responsabilité de l'Etat dans la mort de Rémi Fraisse. Au delà de l'hommage résistant rendu à Rémi Fraisse tout le week-end, c'est un vrai campement politique qui s'est installé pour dénoncer les armes de la police que fabrique Nobelsport. De cette usine, sortent les munitions responsables de mutilations, de morts, en France comme dans les dictatures et autres régimes autoritaires. Le vendredi, 500 personnes manifestaient en direction de l'usine mais ont été bloquées par la police et ses armes. Cependant les lacrymos n'ont pas enlevé la détermination des jeunes, blessé-e-s, militant-e-s, qui connaissent les conséquences de la fabrication de ces armes et qui ont réussi à stopper la production... Le week-end s'est poursuivi avec des actions, des débats, des projections, des discussions... Le samedi soir, ce sont près de 300 personnes qui manifestaient à nouveau en direction de l'usine. Le blocage de l'accès au site n'a pas empêché les manifestant-e-s d'enlever les grillages de protection du site afin de retarder son redémarrage.

Ce week-end de solidarité montre à quel point toutes nos luttes sont semblables et qu'une riposte d'ampleur est nécessaire, elle commencera dès les manifestations au moment de la COP21. Il a également mis en évidence la nécessité de l'amnistie de l'ensemble des prisonnier-e-s politiques et condamné-e-s qui eux-elles sont de notre camp social !

"Rémi FRAISSE... On ne peut pas faire comme s'il ne s'était rien passé il y a un an, et dans ces conditions, on ne peut plus se dire écologiste sans être en colère.Retrouvez l'intervention d'une camarade du NPA au meeting: http://www.anticapitaliste-35.org/Remi-On-ne-peut-pas-faire-comme-s.html"

Grosse manifestation à Guinguamp contre le permis d'exploration minier de Loc Envel

Le samedi 24 octobre, c'était un millier de personnes qui défilaient dans les rue de Guingamp contre les projets miniers en Bretagne ! C'est contre le mépris du gouvernement, qui a récemment accordé à la société Variscan de nouveaux permis d'exploration du sol que nous étions unis dans la rue. C'est ensemble, habitantEs, militantEs, victimes de différents Grands Projets Inutiles et Imposés (GP2I) que nous avons montré que les intérêts des capitalistes s'opposaient aux nôtres, à ceux des premièrEs concernéEs, à notre droit le plus élémentaire de décider de ce qui sera foré, construit, déversé ou non sur nos lieux de vie. La manifestation a commencé par des prises de parole de membres de l'association Douar Didoull (« terre sans trous » en breton), qui ont rappelé les raisons de se mobiliser contre les mines, et les ravages que celles-ci engendrent sur l'environnement à long terme. Puis nous avons défilé sous les drapeaux du NPA, en criant des slogans qu'une bonne partie des manifestantEs a repris, malgré notre manque de mégaphone ! L'ambiance était à la fois conviviale, festive, et emplie de détermination contre le gouvernement et les grands groupes qui s'enrichissent sur notre dos. Nous l'avons clairement réaffirmé, il n'y aura pas de projets miniers, ni dans le Trégor ni ailleurs, ou les chemises vont voler ! On notera que le collectif contre la centrale à gaz de Landivisiau était de la partie, puisque les luttes écologistes convergent, et que notre présence a été appréciée. Pour donner suite à cette belle manifestation, un appel à la mobilisation contre la centrale à gaz à Landivisiau est annoncé pour le 14 novembre, avec pique-nique militant et fest-noz.

Un an après le drame de Sivens, nous ne baissons pas la tête et c'est toujours un « non » déterminé que nous opposons à ceux qui veulent détruire la nature en la rentabilisant.

ECHOS RENNAIS...

Le NPA Rennes s'associe à l'appel lancé par le collectif Place à Défendre contre cet appel à la délation et les dérives sécuritaires de la ville de Rennes. Nous reviendrons plus en détail sur cette future lutte dans les prochaines Lettres Anticapitalites.
http://www.anticapitaliste-35.org/RenCiteZen-appel-a-delation-a.html

Le Musée des Beaux-Arts fermé pour les journées du patrimoine : voilà une image atypique. Suite à un préavis de grève illimité de Sud Collectivités Territoriales, les adjointes et adjoints du patrimoine du musée se sont en effet très majoritairement mis en grève deux weekends de suite dans un service peu connu pour sa combattivité. Outre des inquiétudes quant à la prochaine extension des horaires d'ouverture, ils exigent une compensation décente de leur travail le dimanche, n'étant aujourd'hui indemnisé que 4€ par dimanche travaillé !

Cette mobilisation fait écho au mouvement de grève très similaire des agents des Champs Libres l'an dernier qui leur avait permis de faire passer leur prime annuelle de 400 à 1000€ ! Chaque lutte victorieuse est ainsi un appel d'air pour les travailleurs et travailleuses étouffés par l'austérité.

Notre hebdomadaire l'*Anticapitaliste* est disponible aux Champs Libres à Rennes, au rayon presse au rez-de-chaussé. Mais le meilleur moyen de le recevoir est de s'y abonner !

SUIVEZ L'ACTUALITE POLITIQUE SUR LE SITE INTERNET LOCAL DU
NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE
http://www.anticapitaliste-35.org
https://www.facebook.com/NPA-Rennes